



COVID-19 ANALYSES

16 AVRIL 2020

Baptiste Godrie, directeur scientifique intérimaire du
CREMIS et Professeur associé, département de sociologie,
Université de Montréal

RECHERCHE SOCIALE EN CONTEXTE DE CRISE AU CREMIS

01

Q. Baptiste, de manière générale, pouvez-vous nous partager certaines des observations des membres du CREMIS en ce qui a trait à la crise actuelle et les inégalités sociales?

R. La crise permet aux membres du CREMIS d'analyser des tendances qui étaient, pour certaines, déjà à l'œuvre au Québec et à l'international, ainsi que les nouvelles tendances qui se dessinent en se demandant : qu'est-ce que cette crise actuelle fait aux inégalités sociales? Quels sont les groupes les plus touchés par celle-ci? Quelles sont les interventions institutionnelles et communautaires de nature à limiter l'impact de cette crise sur ces groupes?

Dans les médias, l'attention a surtout été mise depuis le début sur la vulnérabilité que vivent des groupes face au virus (les personnes avec des maladies respiratoires, les aînés), ce qui a pu cacher des situations sociales préoccupantes. En effet, cette crise n'est pas uniquement sanitaire; elle est multidimensionnelle et touche tous les champs thématiques de recherche du CREMIS et les expertises de recherche de ses membres, qu'on parle d'alimentation, des transformations du système de justice ou encore de la mise en place de nouvelles politiques sociales de lutte contre la pauvreté.

Q. Est-ce que tout le monde est touché de la même manière?

R. Cette crise ne touche pas toutes les personnes de la même manière comme on a pu l'entendre dans certaines analyses qui rapportaient que la COVID abattait les frontières de territoire, de race, de genre et de classe. C'est faux à la fois parce que tout le monde n'a pas la même probabilité d'attraper le virus, mais aussi parce qu'infectées ou pas, les personnes sont plus ou moins touchées par la crise sociale et économique en fonction de leur statut social.

Des inégalités sociales existaient avant et sont révélées par la crise. Je pense, par exemple, aux écarts de salaire importants dans le réseau de la santé et les services sociaux, au sous-financement des organismes communautaires qui impacte les publics qu'ils desservent, aux

conditions de vie des personnes à l'aide sociale et des travailleuses et travailleurs pauvres comme les préposés aux bénéficiaires et les commis d'épicerie. C'est le cas des personnes en bas de l'échelle sociale prises dans un logement exigu et/ou insalubre par rapport à celles, plus aisées, qui profitent d'un grand logement, d'un jardin, voire vivent dans une résidence secondaire en région et où elles peuvent faire du télétravail.

Plusieurs membres du CREMIS analysent également la crise du point de vue des inégalités hommes/femmes : les femmes occupent une place prépondérante dans les métiers du soin, dans les épiceries et pharmacies en tant que commis, dans les organismes communautaires, comme les banques alimentaires, qui sont des emplois faiblement rémunérés. Avec la crise, au fait d'être au bas de l'échelle salariale s'ajoute, pour les femmes, le fait d'être dans des métiers du soin et du service à la clientèle qui sont des métiers de face à face et donc de vivre un stress plus important d'attraper le virus, et un alourdissement des tâches de care.

Plusieurs membres s'attendent également à une vague d'accroissement de problèmes sociaux et de santé qui vont être causés indirectement par la crise, soit parce que les gens auront attendu pour consulter, de peur d'attraper le virus en venant dans les services, soit parce qu'elles ont vécu un stress plus important, car elles ont eu une perte de revenu ou encore parce qu'elles vivent de la violence dans leur foyer et que la situation actuelle limite leur capacité à aller chercher de l'aide et celle des témoins à voir et dénoncer les situations de violence. En particulier, les praticiens-chercheurs du CREMIS se questionnent sur les interventions les plus susceptibles de rejoindre ces personnes dont la situation se détériore et va continuer de se détériorer au cours des prochaines semaines.

Q. Est-ce qu'il y a des populations pour lesquelles cette crise a un effet protecteur?

Il y a peut-être des groupes pour lesquels elle aura un effet protecteur. J'ai échangé avec un intervenant en santé mentale qui me

disait que des intervenants d'équipes de suivi des personnes avec des problèmes de santé mentale qui vivent dans la communauté ont augmenté la fréquence de leurs appels téléphoniques depuis le début de la crise, car ils anticipent une augmentation de l'anxiété des personnes, une aggravation de leurs symptômes voire du risque de devoir se présenter aux urgences. Dans cet exemple, les personnes sont plus souvent en lien avec leurs intervenants que dans une situation ordinaire. Et on sait que la fréquence et la qualité des liens a un impact majeur sur la santé mentale et le bien-être des personnes suivies par ces équipes. Est-ce que cela pourra compenser, et dans quelle mesure, les effets négatifs du confinement? C'est trop tôt pour le savoir.

Un autre exemple, rapporté par un intervenant qui travaille dans un service hospitalier, est le cas des personnes qui sortent de l'hôpital après une hospitalisation. Lorsqu'elles n'ont pas de logement, elles doivent, pour sortir, attendre qu'une place se libère dans des ressources intermédiaires. Ces personnes sont habituellement placées dans ces ressources au rythme d'une par semaine. Dans la situation actuelle, pour éviter qu'elles soient hébergées par des proches ou se retrouvent dans la rue, les équipes logement trouvent plus de places et plus rapidement à ces personnes. L'intervenant qui m'a rapporté cette situation espère que cet effort accru pour trouver des logements va être maintenu après la crise.

Q. Le CREMIS fédère des liens avec une diversité de milieux, à la fois avec la communauté scientifique, des intervenants et gestionnaires du CIUSSS et des milieux communautaires. Qu'observez-vous présentement au niveau de ces liens? Dans quelle mesure réussissez-vous à les maintenir?

R. Le CREMIS est assis sur un vrai trésor. Il compte un nombre important de membres avec des expertises variées, autant universitaires que cliniques. Du fait de son ancrage dans un établissement de la santé et des services sociaux, le CIUSSS CSMTL, il a développé des liens privilégiés avec des praticiens et des équipes du CIUSSS ainsi qu'avec

un ensemble d'organismes communautaires partenaires de projets de recherche des membres du CREMIS. Ces liens permettent de faire remonter rapidement des enjeux du terrain et de démultiplier les regards sur les situations.

Cet ancrage comporte son lot de défis : trouver des moments d'échange avec les milieux sursollicités par la crise; augmenter notre rapidité de réaction puisqu'on ne veut pas livrer uniquement des analyses après coup. Il nous faut donc inventer des façons de faire de la recherche qui permettent de nourrir la réflexion et l'action en temps réel; élaborer les formats les plus appropriés pour communiquer avec les milieux de pratique.

Q. Quels sont les formats privilégiés?

R. On a misé sur une pluralité de supports. L'équipe dédiée à la mobilisation des connaissances a lancé un projet de balados du CREMIS avec une série • « **Sur le vif** » qui présente l'analyse de praticiens et gestionnaires de l'institutionnel ou du communautaire, et de chercheurs sur la situation actuelle. Nous demandons également à nos membres de produire de courtes analyses sur leurs thématiques de recherche. Enfin, nous répondons à des questions issues de praticiens ou de directions du CIUSSS.

Le tout, en maintenant les travaux de recherche subventionnés à long terme sur nos différentes thématiques et en cultivant nos préoccupations critiques sur les logiques d'action qui sous-tendent les interventions mises en place. Il peut s'agir de la vigilance à l'égard de l'accroissement de la philanthropie dans les politiques de réduction des inégalités sociales, des tensions entre les logiques d'action en santé publique et le respect des libertés individuelles ou encore de l'effet stigmatisant ou discriminatoire de certaines interventions, comme les contraventions données aux personnes en situation d'itinérance pour non-respect de la distanciation physique et que la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse a qualifiées de pratiques discriminatoires.

Q. Comment la recherche sociale peut-elle être mise à contribution dans le contexte actuel? Comment le CAU – CREMIS voit-il son rôle et oriente-t-il ses activités?

Ce qu'on voit, c'est que la recherche sociale est nécessaire, même dans l'urgence! Plusieurs membres du CREMIS perçoivent qu'ils ont une responsabilité de contribuer au débat public sur les inégalités sociales et de soutenir la réflexion des milieux de pratique sur la base de leurs expertises. Ce que je pressens, c'est que plus on va avancer, plus on va prendre la mesure du caractère social de la crise et des enjeux qu'elle soulève et plus le rôle du CREMIS va être important.

Les praticien.ne.s nous le disent. Même au front, ils ont besoin d'espace (que ce soit par les courriels, les appels, la lecture ou par les échanges informels) pour prendre du recul. C'est ce que fait la recherche sociale : elle permet de prendre un pas de recul pour se dégager de l'immédiateté.

Ce pas de recul est possible de plusieurs manières : en replaçant des événements actuels dans le temps long, en offrant un regard sur des pratiques porteuses au Québec et à l'international, en faisant porter des paroles de personnes qui sont sur le terrain et dont la voix n'est pas ou peu entendue, en parlant d'enjeux peu évoqués dans l'espace public ou dont la complexité est réduite.

Q. Comment voyez-vous la suite?

R. Il est essentiel d'anticiper ce qui s'en vient pour limiter les incendies sociaux à venir. Plusieurs ressources communautaires et institutionnelles ont diminué, voire fermé leurs services alors que les besoins sont toujours présents et même en augmentation en raison de la perte de revenu que subissent certains ménages.

Un ensemble de réponses documentées en recherche sociale depuis longtemps et revendiquées depuis des années par les travailleuses et travailleurs du communautaire et de l'institutionnel prennent une actualité particulière avec la crise : une hausse massive des investissements dans le social afin de revaloriser les salaires des employés au bas de l'échelle et limiter le roulement de personnel; bonifier le financement à la mission des organismes communautaires; revaloriser l'accompagnement social des personnes les plus touchées par les inégalités sociales, ce qui implique de ne pas évaluer les interventions par les seuls indicateurs quantitatifs. Ces solutions, pertinentes hier, demeurent pertinentes aujourd'hui et seront toujours pertinentes demain.

Certaines solutions structurelles susceptibles de réduire durablement les inégalités sociales semblent avoir un écho dans le contexte actuel de la part des dirigeants et du grand public, par exemple, l'augmentation du salaire minimum (il faudrait ici ajouter les prestations de l'aide sociale) et l'instauration d'un revenu citoyen universel. D'autres actions, toutes aussi importantes ne se décrètent pas avec une loi, comme le rééquilibrage de la répartition des genres dans les tâches domestiques et de care. Elles n'en sont pas moins aussi cruciales.

👉 Écouter le balado du CREMIS
avec Baptiste Godrie
Épisode no3 (20 avril 2020) - La
recherche sociale en contexte de
crise au CREMIS

